



**CRAAD-OI**  
Centre de Recherches et d'Appui pour les  
Alternatives de Développement - Océan Indien  
**RSCDA-OI**  
Research and Support Center for  
Development Alternatives - Indian Ocean



LA JEUNESSE  
POUR LES DROITS HUMAINS  
ET LA JUSTICE CLIMATIQUE,  
ECONOMIQUE ET ECOLOGIQUE



## COMMUNIQUÉ

### STOP À L'USAGE DE LA VIOLENCE ET À LA RÉPRESSION BRUTALE DES MANIFESTATIONS PACIFIQUES ET LÉGITIMES DES CITOYENS MALAGASY

Suite aux récents événements survenus à Antananarivo, à savoir les actes de violation graves des droits humains perpétrés par les forces de l'ordre sous les ordres des autorités en place, nous, signataires du présent communiqué, condamnons avec la plus grande force l'usage croissant de la violence et la répression brutale des manifestations pacifiques et légitimes des citoyens Malagasy.

Ces violations montrent le mépris total des autorités en place pour la Constitution Malagasy et les lois nationales, ainsi que pour les obligations de l'Etat Malagasy découlant des conventions internationales relatives aux droits humains qu'il a ratifiés, notamment le Pacte international relatif aux Droits Civils et Politiques.

Etant donné que les autorités en place se sont déclarées expertes en droits humains, elles sont par conséquent censées savoir que les mesures prises en raison de maintien de l'ordre ne doivent jamais être arbitraires et ne sont licites que dans la stricte mesure où la situation l'exige. Cependant, force est de constater que l'utilisation à outrance des arguments de la sécurité nationale, de l'ordre public et de la sûreté publique donne actuellement libre cours à la restriction abusive des droits et des libertés fondamentales des citoyens, notamment le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, le droit à la liberté d'expression, le droit de réunion pacifique, ainsi que le droit à la liberté d'association.

Par ailleurs, aucune circonstance exceptionnelle ne peut être invoquée pour justifier une telle dérogation aux principes de base relatifs à l'usage de la force, à savoir la légalité, la nécessité et la proportionnalité. Qui plus est, vu que les forces de l'ordre agissent de manière arbitraire et sans discernement, l'interdiction de s'attaquer à des personnes qui ne participent pas à des actes de violence n'a pas non plus été respectée, entraînant de ce fait une violation de la dignité et de l'intégrité humaines.

En outre, nous rappelons aux responsables actuels que même quand il doit recourir à la force, l'Etat ne peut pas se soustraire en même temps à sa responsabilité de protection du droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de toute personne. Les agents de l'Etat ne peuvent, en aucun cas, mettre délibérément en danger la vie d'innocents, surtout des enfants, de par leurs agissements.

Nous appelons au rétablissement d'urgence de l'Etat de droit à Madagascar, car aucune autorité ou institution de l'Etat n'est au-dessus des lois, et demandons l'ouverture d'une enquête immédiate, transparente et impartiale sur ces violations des droits fondamentaux de la population, et réclavons la poursuite en justice de tout agent de l'Etat s'étant rendu coupable de tels actes de violation des droits humains.

Nous exhortons les autorités à cesser sans délai toute forme de violence et de répression à l'encontre des citoyens qui sont déterminés à continuer l'exercice de leurs droits civils et politiques, et à respecter les libertés fondamentales de tout le peuple Malagasy sans discrimination aucune.

Antananarivo le 05 novembre 2023

- Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI) [craad.madagascar@gmail.com](mailto:craad.madagascar@gmail.com) ; <http://craadoimada.com>
- Femmes en Action Rurale de Madagascar (FARM) - [farmmadagascar@gmail.com](mailto:farmmadagascar@gmail.com); <https://web.facebook.com/farmadagascar>
- Réseau des Jeunes pour le Développement Durable (RJDD) - [rjdd.madagascar@gmail.com](mailto:rjdd.madagascar@gmail.com); <https://web.facebook.com/RJDDMadagascar>